



**Conseil du développement industriel**  
**Quarante-neuvième session**  
Vienne, 12-15 juillet 2021  
**Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire**  
**Résultat des consultations sur l'économie circulaire**

## **Rapport sur les consultations sur l'économie circulaire**

### **Rapport du Directeur général**

#### **I. Introduction**

1. Dans sa résolution GC.18/Res.7, la Conférence générale a prié l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) d'organiser, à l'intention des experts des États Membres, des consultations sur l'économie circulaire, afin de faciliter les échanges sur les pratiques exemplaires et les innovations récentes, et la promotion et l'adoption des principes de l'économie circulaire et des pratiques correspondantes par les industries des États Membres.
2. En amont des consultations mondiales, une série de réunions préparatoires régionales ont été organisées, en novembre 2020, pour permettre aux représentantes et représentants des États Membres et aux autres parties prenantes de présenter une première fois leurs vues sur le thème de l'économie circulaire et de définir les questions autour desquelles s'articulerait le débat à l'échelle mondiale.

#### **II. Questions d'organisation et de procédure**

3. Les consultations mondiales sur l'économie circulaire se sont tenues sous une forme virtuelle du 10 au 12 mai 2021.

##### **Participation**

4. Les 63 États Membres de l'ONUDI dont les noms suivent ont participé aux consultations : Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Argentine, Arménie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Eswatini, Géorgie, Ghana, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maroc, Maurice, Mexique, Népal, Nicaragua, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Serbie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Thaïlande,

Pour des raisons de durabilité, le présent document n'a pas été imprimé. Les membres des délégations sont priés de bien vouloir se référer aux versions électroniques de tous les documents.



Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Zambie.

5. Les entités des Nations Unies dont les noms suivent étaient représentées : Programme des Nations Unies pour le développement, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, École des cadres du système des Nations Unies, Organisation mondiale du tourisme, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

6. D'autres organisations intergouvernementales, dont les noms suivent, étaient représentées : Commission de l'Union africaine, Commission européenne, Centre régional des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, Banque mondiale, Fonds vert pour le climat, Fonds pour l'environnement mondial et Organisation mondiale du commerce.

7. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées : Council for Scientific and Industrial Research (Afrique du Sud), Institut Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie (Allemagne), Yunus Environment Hub (Allemagne), Melanin Kapital (Allemagne), Circular Economy Club (Autriche), Circular Economy Forum (Autriche), Centre de l'énergie, de l'environnement et des ressources CENER21 (Bosnie-Herzégovine), Chambre du commerce extérieur (Bosnie-Herzégovine), Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire), Université Nangui Abrogoua (Côte d'Ivoire), Confederation of Indian Industry (Inde), Chambre indonésienne de commerce et d'industrie (Indonésie), East African Civil Society Organizations' Forum (Kenya), Maritime Technology Cooperation Centre for Africa (Kenya), Université américaine de Beyrouth (Liban), Circular Economy Club (Malaisie), Fondation Cristina Cortinas (Mexique), Institute of Engineering (Népal), Association de valorisation des déchets (République de Moldova), Institut de recherche sur l'économie circulaire et l'environnement « Ernest Lupan » (Roumanie), Chambre de commerce et d'industrie (Serbie), WCYCLE Institute Maribor (Slovénie), Green Building Council (Sri Lanka), Institut thaïlandais de l'environnement (Thaïlande), Solid Waste Management Association (Thaïlande), Université Chulalongkorn (Thaïlande) et Centre de production propre et économe en ressources (Ukraine).

8. Les entités du secteur privé suivantes ont participé : Accenture (Allemagne), Enova (Bosnie-Herzégovine), Circular Brain (Brésil), Chambre de commerce et d'industrie (Côte d'Ivoire), Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire), Universal Plastic Products and Recycling (Ghana), Chambre indonésienne de commerce et d'industrie (Indonésie), Kenya Private Sector Alliance (Kenya) et Impactlution (Malaisie).

### **Ouverture des consultations mondiales**

9. Les consultations mondiales sur l'économie circulaire se sont ouvertes le 10 mai 2021 à 14 heures (heure d'Europe centrale).

10. La séance plénière d'ouverture a été l'occasion d'entendre des déclarations de M. LI Yong, Directeur général de l'ONUDI, de S. E. M<sup>me</sup> Leonore Gewessler, Ministre fédérale de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie de l'Autriche, de S. E. M<sup>me</sup> Andrea Meza Murillo, Ministre de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica, de S. E. M. Jean Luc Assis, Ministre de l'environnement et du développement durable de la Côte d'Ivoire, et de M<sup>me</sup> Florika Fink-Hooijer, Directrice générale de l'environnement à la Commission européenne, ainsi que, en vidéo, de S. E. M<sup>me</sup> Gila Gamliel, Ministre de la protection de l'environnement d'Israël, et de S. E. M<sup>me</sup> Zuena Aziz, Coordinatrice principale des affaires relatives aux objectifs de développement durable auprès de la Première Ministre du Bangladesh.

### Présidence

11. Les consultations mondiales étaient coprésidées par S. E. M<sup>me</sup> Leonore Gewessler, Ministre fédérale de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie de l'Autriche, et S. E. M<sup>me</sup> Andrea Meza Murillo, Ministre de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica. S. E. M<sup>me</sup> Maria Elizabeth Bogosian, Ambassadrice et Représentante permanente suppléante de l'Uruguay auprès de l'ONUDI, en était la Rapporteuse.

### Ordre du jour de la réunion

12. Sur la proposition des Coprésidentes, les participantes et participants ont adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture des consultations mondiales.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Des solutions issues de l'économie circulaire pour atteindre les objectifs de développement durable et faire face à la crise climatique.
4. Des partenariats et des initiatives pour mobiliser les acteurs de l'économie circulaire.
5. Des cadres d'action publique pour faciliter la transition vers une économie circulaire.
6. Les principes de l'économie circulaire, clefs d'une action dans la cohésion.
7. Des moyens d'exécution pour faciliter le passage à une économie circulaire dans les pays en développement et les économies en transition.
8. Adoption du rapport.
9. Clôture des consultations mondiales.

## III. Délibérations

### Des solutions issues de l'économie circulaire pour atteindre les objectifs de développement durable et faire face à la crise climatique

13. Le discours liminaire de cette session a été prononcé par M<sup>me</sup> Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE, par message vidéo.
14. Les États Membres suivants ont fait des interventions : Bangladesh, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Inde, Indonésie, Kenya, Pakistan, Philippines et Uruguay.
15. L'organisation suivante a fait une intervention : UNESCO.

### Des partenariats et des initiatives pour mobiliser les acteurs de l'économie circulaire

16. Le discours liminaire de cette session a été prononcé par M<sup>me</sup> Karabo Mokgonyana, Jeune ambassadrice pour la paix de l'Union africaine (Afrique du Sud).
17. Les États Membres suivants ont fait des interventions : Bangladesh, Brésil, Costa Rica, Inde, Indonésie, Kenya, Pakistan et Uruguay.
18. Les organisations suivantes ont fait des interventions : AIEA, Melanin Kapital et Circular Brain.

**Des cadres d'action publique pour faciliter la transition vers une économie circulaire**

19. Le discours liminaire de cette session a été prononcé par M. Norbert Barthle, Secrétaire d'États auprès du Ministre fédéral de la coopération économique et du développement (Allemagne).

20. Les États Membres suivants ont fait des interventions : Autriche, Inde, Indonésie, Pakistan et Uruguay.

21. L'organisation suivante a fait une intervention : Institut thaïlandais de l'environnement.

**Les principes de l'économie circulaire, clefs d'une action dans la cohésion**

22. Le discours liminaire de cette session a été prononcé par M<sup>me</sup> Vandana Kumar, Secrétaire interministérielle au Ministère de l'industrie et du commerce (Inde).

23. Les États Membres suivants ont fait des interventions : Autriche, Costa Rica, Indonésie, Pakistan et Uruguay.

24. Les organisations suivantes ont fait des interventions : Organisation mondiale du tourisme, Institut Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie et Kenya Private Sector Alliance.

**Des moyens d'exécution pour faciliter le passage à une économie circulaire dans les pays en développement et les économies en transition**

25. Les discours liminaires de cette session ont été prononcés par M. Avag Avanesyan, Vice-Ministre de l'économie (Arménie), et M. Carlos Manuel Rodriguez, Administrateur et Président du Fonds pour l'environnement mondial.

26. Les États Membres suivants ont fait des interventions : Autriche, Bangladesh, Chili, Costa Rica, Inde, Indonésie, Kenya, Pakistan, Philippines, Tunisie et Uruguay.

27. Les organisations suivantes ont fait des interventions : Institut de recherche sur l'économie circulaire et l'environnement « Ernest Lupan », Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire et Maritime Technology Cooperation Centre for Africa.

**IV. Adoption du rapport et clôture des consultations mondiales**

28. Le 12 mai 2021, les participantes et participants ont examiné le projet de rapport sur les consultations mondiales sur l'économie circulaire et l'ont adopté dans son ensemble, étant entendu que la Rapporteuse serait chargée d'en établir la version définitive, en coordination avec le Secrétariat.

29. La séance plénière de clôture a été l'occasion d'entendre des déclarations de S. E. M<sup>me</sup> Leonore Gewessler, Ministre fédérale de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie de l'Autriche, de S. E. M<sup>me</sup> Andrea Meza Murillo, Ministre de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica, et de M. LI Yong, Directeur général de l'ONUDI.

30. S. E. M<sup>me</sup> Andrea Meza Murillo a déclaré les consultations mondiales closes le 12 mai 2021 à 17 heures (heure d'Europe centrale).